



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/WP/38
24 janvier 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE
LA PROTECTION DES MINORITES
Seizième session
Point 5 de l'ordre du jour

PROJET DE DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES
D'INTOLERANCE RELIGIEUSE

Exposé présenté par Pax Romana, mouvement international des intellectuels
catholiques, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
de la catégorie B

Reçu le 24 janvier 1964

Pax Romana, qui compte parmi ses membres des milliers d'intellectuels et d'étudiants catholiques de toutes les régions du monde, estime qu'un projet de déclaration bien conçu sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse favoriserait la reconnaissance des droits fondamentaux de l'homme et apporterait une contribution réelle à la paix mondiale. Elle soumet à cette fin à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités les observations et suggestions ci-après :

1. L'histoire de l'humanité illustre de façon saisissante les dangers de l'intolérance religieuse. Le refus de reconnaître le droit à la liberté de conscience et de religion et les persécutions infligées aux individus et aux groupes religieux continuent de provoquer des souffrances et d'amères discords tant sur le plan national qu'international. L'un des principaux objectifs des Nations Unies étant de favoriser la paix et la prospérité dans le monde, il importe que l'ONU prenne une position ferme contre cette source de désordres et d'agitation.

2. La Déclaration universelle des droits de l'homme, qui proclame expressément, en son article 18, le droit à la liberté de religion, reconnaît en outre

de nombreux autres droits connexes, tels que le droit à la liberté de réunion et d'expression et le droit des parents d'éduquer leurs enfants comme ils l'entendent. Le but de la déclaration envisagée est de protéger ces droits dont le principe est déjà reconnu par les nations et les peuples de la communauté internationale, contre les atteintes que pourrait leur porter toute forme d'intolérance publique ou privée. Ladite déclaration devrait donc indiquer clairement que rien dans ses dispositions ne saurait être interprété comme restreignant ou empêchant l'exercice de ces droits fondamentaux.

3. Pour être réaliste, toute déclaration dans ce domaine doit reconnaître que la croyance religieuse a de profondes répercussions sur toute la vie et toute la conduite du croyant. La foi dépasse de loin le domaine du culte et des cérémonies religieuses et comporte notamment une éthique, un désir de servir son prochain; elle oblige en même temps le croyant à considérer les questions sociales, économiques et politiques compte tenu de ses convictions morales et religieuses. Ces aspects devraient donc - de même que le culte et les cérémonies religieuses - être protégés contre les effets de l'intolérance et de la discrimination dans la vie civique et professionnelle.

4. Pour la grande majorité des croyants, le culte et la pratique de la religion impliquent des actes collectifs, tels que la prière en commun; l'existence d'écoles qui enseignent la religion et d'établissements travaillant au service de l'humanité : hôpitaux, orphelinats et institutions charitables; la liberté de posséder des biens et d'en disposer; une presse religieuse; et le droit d'instruire les personnes qui souhaitent consacrer leur vie au service de la religion et d'assurer leur entretien. Il ne suffit donc pas de protéger exclusivement le droit de l'individu à la liberté de conscience. L'homme est un être social par nature et sa liberté religieuse se traduit par des actes sociaux comme par le culte individuel. L'instrument envisagé devrait donc protéger non seulement les individus, mais encore les groupes religieux qui exercent une activité sociale collective.

5. L'organisation religieuse a revêtu des formes très diverses au cours de l'histoire, mais il n'en reste pas moins que des centaines de millions d'hommes appartiennent à des groupements religieux de caractère supranational. Pour être effective, la liberté de religion exige donc que l'on reconnaisse sans réserve aux

/...

croyants le droit de communiquer entre eux par tous les moyens nécessaires pour assurer l'intégrité du groupe religieux supranational auquel ils appartiennent. Ce droit comprend notamment la liberté de visiter et de recevoir leurs coréligionnaires dans leur propre pays et à l'étranger, le droit de se rendre en pèlerinage aux lieux saints, de participer à des réunions et assemblées internationales de caractère religieux et de maintenir des contacts avec les autorités religieuses d'autres pays.

6. Il faut également reconnaître le caractère familial de la liberté religieuse. A cette fin, la protection du droit des parents d'instruire et de faire instruire leurs enfants mineurs dans la foi et la pratique religieuses doit être assurée.

7. La liberté religieuse ne soustrait pas les citoyens à l'obligation de respecter les lois équitables, compatibles avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, et appliquées à tous, sans discrimination. Elle ne sanctionne pas davantage les pratiques qui violent les droits fondamentaux de la personne humaine. En revanche, il faudrait supprimer comme étant contraires aux droits de l'humanité les lois, impôts et pratiques administratives qui font obstacle à l'expression intégrale et légitime des croyances religieuses.
